

## Tendances conjoncturelles

1<sup>er</sup> trimestre 2014

### LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À WALLIS-ET-FUTUNA

#### Un premier trimestre porté par la consommation

L'activité économique au premier trimestre 2014 est stimulée par la consommation des ménages. Les principaux indicateurs économiques se situent toujours à un niveau satisfaisant. Les importations du Territoire sont particulièrement importantes ; cette évolution est liée à l'ouverture prochaine d'une nouvelle grande surface alimentaire sur l'île de Wallis. Le niveau d'emploi reste stable selon les dernières données recensées.

Le ralentissement de l'activité du secteur du BTP se confirme. Le chantier de reconstruction du quai de Leava à Futuna, financé à hauteur de 1,83 milliard de F CFP dans le cadre du X<sup>e</sup> FED territorial, constitue le seul marché public conséquent programmé à l'heure actuelle. Les professionnels du secteur assurent devoir réduire leurs effectifs compte tenu du faible nombre de commandes à satisfaire sur l'archipel. Parallèlement, la demande privée n'est pas en mesure de se substituer à la commande publique pour soutenir l'activité du BTP. Le secteur de l'habitat aux particuliers gagnerait à être dynamisé pour stimuler l'activité locale.

#### FORTE CROISSANCE DE L'ÉCONOMIE JAPONAISE

Au premier trimestre 2014, la Chine affiche une croissance de 7,4 % sur un an, soit le taux le plus faible depuis 18 mois, en raison d'une croissance plus mesurée qu'aux trimestres précédents dans l'industrie et le tertiaire. La Chine a annoncé plusieurs mesures (une réduction d'impôt pour les petites entreprises et une augmentation des dépenses d'investissement dans le ferroviaire) destinées à maintenir la croissance à 7,5 %, taux fixé par le gouvernement.

Après une stabilisation au dernier trimestre 2013, la croissance de l'économie japonaise s'accélère. Le PIB croît de 1,5 % par rapport au trimestre précédent et de 5,9 % en glissement annuel, dépassant ainsi les 4 % prévus. Cette croissance du PIB japonais a été soutenue par un effort important d'investissement des entreprises (+4,9 % contre +1,4 % au trimestre précédent) et une forte croissance des dépenses des ménages (+2,1 % par rapport au précédent trimestre), qui anticipent la hausse de 3 points de la taxe sur la consommation prévue en avril.

En Australie, les prix progressent de 0,6 % par rapport au trimestre précédent et de 2,9 % en glissement annuel (après +2,7 % à fin décembre 2013). Parallèlement, le taux de chômage croît de 0,1 point pour atteindre 5,9 % de la population active sur le trimestre. La banque centrale australienne (RBA) a décidé le 1<sup>er</sup> avril de laisser inchangé son taux directeur à 2,5 %.

En Nouvelle-Zélande, les prix augmentent de 0,3 % sur le trimestre et de 1,5 % sur un an. En parallèle, le taux de chômage (+6,0 %) reste inchangé par rapport au trimestre précédent. Le 13 mars, la banque centrale de la Nouvelle-Zélande a décidé d'augmenter son principal taux directeur, l'Official Cash Rate (OCR) : inchangé depuis mars 2011, ce dernier passe ainsi de 2,50 % à 2,75 %.

## Décélération de la hausse des prix

L'indice des prix à la consommation demeure stable sur le trimestre (+0,1 %) après avoir progressé de 1,5 % au dernier trimestre 2013. Les services enregistrent la plus forte augmentation (+1,4 % en rythme trimestriel) liée, selon le service territorial de la Statistique et des Études économiques (STSEE), à la hausse des coûts du transport aérien. Dans une moindre mesure, les prix de l'énergie et des produits manufacturés augmentent respectivement de 0,6 % et de 0,7 %. Enfin, les prix des produits alimentaires se replient de 1,9 % sur le trimestre, conséquence directe des mesures prises de lutte contre la vie chère sur le Territoire.

En rythme annuel, la progression de l'indice des prix à la consommation ralentit, de 1,8 % à fin 2013 à 1,4 % au 31 mars 2014. La hausse des tarifs des services (+7,3 % sur l'année) ainsi que celle des produits manufacturés (+3,2 %) sont compensées par les baisses des prix de l'alimentation et de l'énergie, de respectivement 3,4 % et de 2,0 % sur l'année. Le Territoire profite d'un effet de change favorable vis-à-vis des devises de ses principaux partenaires commerciaux (Singapour, Nouvelle-Zélande, Australie et Fidji) desquels proviennent plus de 40 % des produits importés.

## Un niveau d'emploi stable sur le trimestre, en sensible hausse sur l'année

À fin décembre 2013, l'emploi total déclaré à la Caisse des prestations sociales de Wallis-et-Futuna (CPSWF) reste stable, autour de 2300 salariés déclarés (-0,4 % en rythme trimestriel). Le secteur privé affiche des effectifs en baisse (-3,0 % par rapport à fin septembre 2013) soit plus d'une vingtaine de personnes. Le nombre d'emplois dans le secteur public enregistre, quant à lui, une hausse de 1,2 % sur la même période.

Sur l'année 2013, le nombre total d'emplois déclarés progresse de 10,0 %. Le secteur public affiche la plus forte progression avec des effectifs en hausse de 15,7 % au 31 décembre 2013.

Dans une moindre mesure, le nombre d'emplois dans le secteur privé enregistre une augmentation de 1,4 % sur la même période. La fin des chantiers d'envergure et la baisse de la commande publique impactent sensiblement l'emploi du secteur du BTP dont les effectifs déclarés se contractent de 14,6 % en rythme annuel à fin décembre 2013.

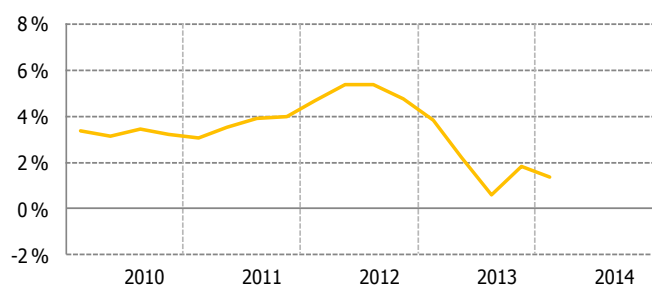
## La consommation des ménages, moteur de l'activité économique

Au premier trimestre 2014, les importations de biens de consommation progressent de 40,9 % (données CVS, +7,6 % sur l'année) en lien avec la rentrée scolaire et l'ouverture d'une grande surface sur l'île de Wallis. Les importations de biens d'équipement du foyer suivent la même tendance ; celles-ci enregistrent une augmentation de 35,5 % au cours des trois derniers mois, mais se contractent de 24,0 % en rythme annuel (données CVS). Les importations d'articles d'habillement ressortent en hausse de 19,6 % sur le trimestre (données CVS, +49,4 % sur l'année).

Corrigé des variations saisonnières, le nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs diminue de 25,0 % ce trimestre.

L'encours bancaire des crédits à la consommation se replie de 2,4 % en rythme trimestriel mais affiche une hausse de 2,4 % sur l'année. Sur le trimestre, on dénombre une personne physique supplémentaire en situation d'interdiction bancaire. Après une sensible contraction au dernier trimestre 2013 (-39,4 %), les incidents de paiements sur chèques progressent de 19,3 % au cours des trois derniers mois.

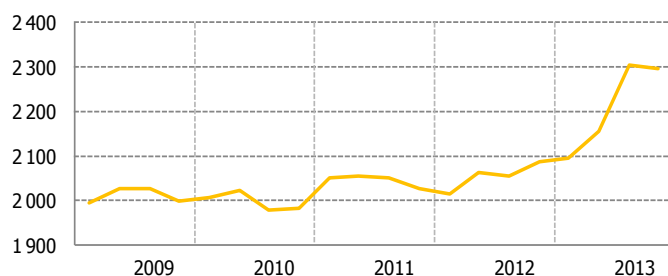
Indice des prix à la consommation



Source : STSEE, données trimestrielles

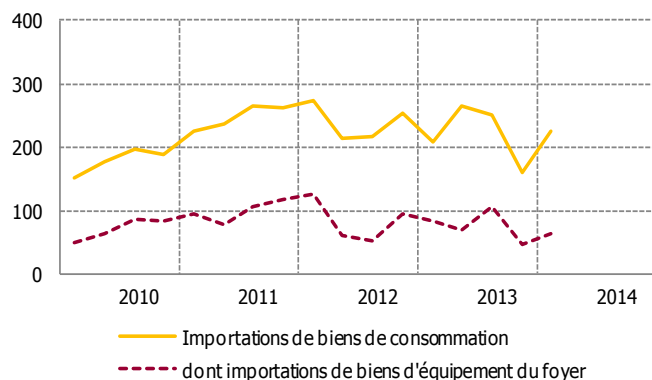
En glissement annuel

Emploi total déclaré localement



Source : CPSWF

Importations de biens de consommation (millions de F CFP)



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

## L'investissement des entreprises en repli

Le nombre d'acquisitions de véhicules utilitaires neufs reste stable au premier trimestre 2014 (-0,8 %, données CVS).

Les concours accordés aux entreprises s'élèvent à 2,20 milliards de F CFP à fin mars 2014, en repli de 7,2 % en rythme trimestriel et de 10,8 % sur l'année. Les crédits d'investissement, qui représentent 85 % de leur endettement total, expliquent en majeure partie cette évolution (-5,6 % au cours des trois derniers mois et -10,1 % sur l'année).

Après un sensible repli fin 2013, les importations de biens d'équipement progressent néanmoins de 12,4 % en rythme trimestriel (données CVS).

On compte une personne morale de moins en situation d'interdiction bancaire sur le trimestre (soit 13 entreprises au 31 mars 2014). Le taux de créances douteuses brutes détenues par les établissements de crédit sur les entreprises apparaît néanmoins en légère hausse, à 12,5 % à fin mars (+0,6 point sur le trimestre et sur l'année).

## Sensible hausse des importations

Au 31 mars 2014, les importations du Territoire s'élèvent à 1,51 milliard de F CFP, en hausse de 20,7 % sur le trimestre (données CVS). Tous les postes d'importations sont en progression sur les trois derniers mois. L'ouverture prochaine d'une nouvelle grande surface a sensiblement contribué à cette évolution du niveau d'importation au cours du trimestre. Corrigées des variations saisonnières, les importations de produits des industries agricoles et alimentaires, qui représentent plus du quart des importations totales (27,2 %), augmentent de 25,2 % au cours des trois derniers mois. Les importations de biens d'équipement enregistrent une hausse plus modérée (+12,4% en rythme trimestriel, données CVS).

Sur l'année, les importations enregistrent une contraction de 3,0 % en valeur (données CVS). Seules les importations de biens de consommation progressent en rythme annuel (+7,6 %). À l'inverse, les importations de biens d'équipement du foyer, d'équipement et de produits alimentaires reculent respectivement de 24,0 %, 20,6 % et 12,1 % au cours des douze derniers mois (données CVS).

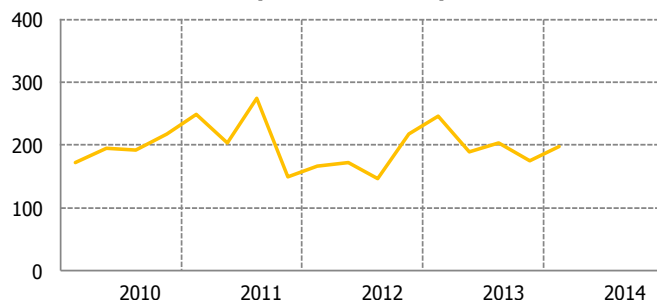
## LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

### BTP : le ralentissement de l'activité se confirme

Le secteur du BTP, avec la finalisation des chantiers d'envergure et une commande publique sensiblement inférieure, perd son élan depuis la tenue des Mini-Jeux du Pacifique en septembre 2013. Les quelques chantiers privés ne permettent pas de stimuler l'activité du secteur et de se substituer à la commande publique. Les importations de ciment, relativement faibles, s'établissent à près de 13 millions de F CFP, soit le même niveau qu'en début d'année 2010.

Fin 2014, les effectifs déclarés du secteur ressortent en sensible diminution (-34,8 % sur le trimestre et -14,6 % sur l'année), en lien avec le faible nombre de chantiers adressés aux entreprises.

Importations de biens d'équipement  
(millions de F CFP)



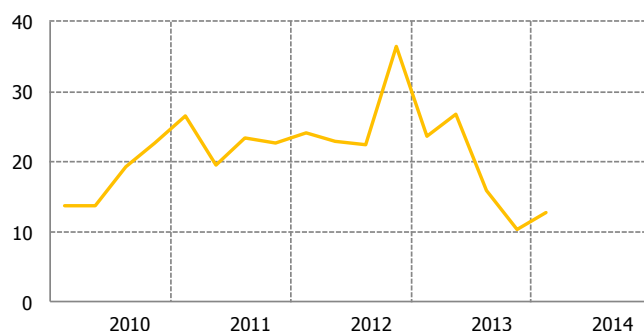
Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Importations  
(millions de F CFP)



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Importations de ciment  
(millions de F CFP)



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

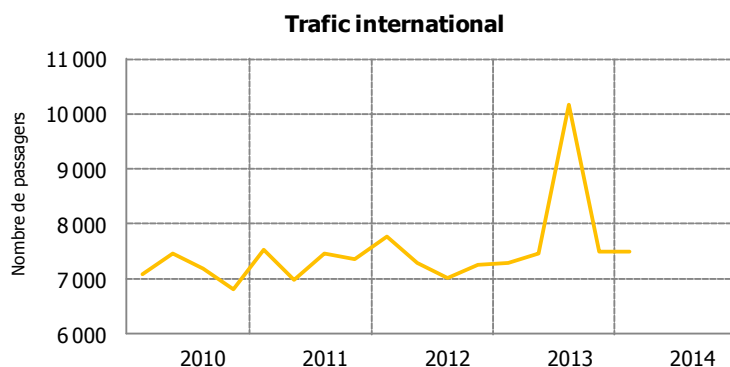
## Croissance de l'activité commerciale

Le premier trimestre de l'année est souvent synonyme d'attentisme économique compte tenu de l'importante période de vacances scolaires. Cependant, au cours des trois premiers mois de l'année 2014, les importations de biens de consommation affichent une hausse de 40,9 % et de 7,6 % en rythme annuel (données CVS). L'approvisionnement d'une nouvelle grande surface sur le Territoire explique pour l'essentiel l'évolution observée. Le dernier trimestre 2013, qui généralement correspond à celui enregistrant le chiffre d'affaires le plus élevé, a connu une réalité toute autre. Les professionnels de notre enquête « à dire d'experts » avaient signalé des baisses de chiffres d'affaires de l'ordre de 10 à 15 % sur l'année.

## Une fréquentation du Territoire qui se maintient

La fréquentation du Territoire pendant les trois premiers mois de l'année est impactée par les retours de grandes vacances scolaires. Corrigé des variations saisonnières, on dénombre, depuis le début de l'année, 7 510 passagers au départ ou à l'arrivée de Wallis vers l'international, en hausse de 0,2 % sur le trimestre et de 2,8 % sur l'année. La desserte aérienne inter-îles a, quant à elle, permis à 3 410 passagers de relier Wallis à Futuna (+0,6 % en rythme trimestriel et +7,1 % en rythme annuel).

La desserte aérienne du Territoire avait atteint un niveau record au cours du troisième trimestre 2013 lors de la tenue des Mini-Jeux en septembre dernier.



Source : Aviation civile, désaisonnalisée par l'IEOM

### ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRISE QUI S'INSTALLE

La croissance mondiale s'est amplifiée au cours du deuxième semestre 2013 et devrait continuer sur sa lancée en 2014-2015 selon les prévisions du Fonds Monétaire International (FMI) publiées en avril 2014, qui confirment globalement les prévisions précédentes. L'accélération du deuxième semestre vient principalement des pays développés et notamment de la composante « accumulation de stocks » tandis que la croissance dans les pays émergents ne s'est accélérée que modestement. Après 3,0 % en 2013, la croissance mondiale atteindrait 3,6 % en 2014 selon le FMI.

Toujours selon le FMI, la reprise profiterait notamment de l'impulsion donnée par l'économie américaine, dont l'activité aurait progressé de 3,2 % au deuxième semestre 2013, du fait de la vigueur des exportations et des augmentations de stocks. En dépit d'un certain ralentissement au début de 2014 (le PIB des États-Unis est resté stable au premier trimestre de 2014 par rapport au trimestre précédent), les perspectives de l'économie américaine demeurent favorables, du fait d'un rééquilibrage budgétaire plus modéré, d'une politique monétaire accommodante, du redressement du secteur immobilier et de l'assouplissement des normes d'octroi des prêts bancaires.

La zone euro bénéficie d'un retour de la croissance, le PIB ayant augmenté de 0,2 % au cours du premier trimestre 2014 et de 0,9 % en glissement annuel. On observe en particulier un redressement de la demande intérieure en Allemagne. Selon le FMI, le net ralentissement du rythme du durcissement budgétaire devrait contribuer à l'accélération de la croissance dans l'ensemble de la zone euro, pouvant atteindre en moyenne 1,2 % en 2014.

En 2013, la croissance de l'économie française est restée faible à 0,3 % comme en 2012. Les dépenses de consommation des ménages ont progressé de 0,2 %, après avoir baissé de 0,5 % en 2012. En revanche, l'investissement total recule pour la première fois depuis 2009. La progression des exportations est un peu supérieure à celle des importations, si bien que les échanges extérieurs contribuent positivement à la croissance. Au premier trimestre de 2014, l'économie française a enregistré une croissance nulle sous l'effet d'un recul de la demande intérieure.

D'après les projections du FMI, la croissance des pays émergents et des pays en développement, soutenue par la progression des exportations, s'est légèrement accélérée au deuxième semestre de 2013 et atteindrait 4,7 % sur l'ensemble de l'année et 4,9 % en 2014. Sous réserve de la conduite d'une stratégie de freinage de la croissance rapide du crédit et d'une avancée satisfaisante du programme de réformes, la croissance chinoise se situerait quant à elle aux alentours de 7,5 % en 2014-2015.

Sources : FMI, BCE, Eurostat, INSEE

L'analyse de conjoncture économique locale fournie dans cette note trimestrielle s'appuie sur l'exploitation d'indicateurs macroéconomiques disponibles. Celle-ci est complétée par une étude sectorielle, rédigée en partie à l'aide d'une enquête « à dire d'experts » : il s'agit de recueillir tous les trimestres l'opinion d'un certain nombre de chefs d'entreprise représentatifs des secteurs d'activité structurants pour le Territoire des îles Wallis et Futuna (BTP, commerce, tourisme...). Une partie des données fait l'objet d'un traitement pour les corriger des variations saisonnières (CVS).

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr).

**Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)**

Directeur de la publication : N. de SÈZE – Responsable de la rédaction : G. DELAMAIRE – Éditeur et imprimeur : IEOM

Achévé d'imprimer : Juin 2014 – Dépôt légal : Juin 2014 – ISSN 1968-6277